

L'adaptation des modèles du global aux filiales

Le 28 septembre s'est tenue une conférence ayant pour sujet l'adaptation des modèles du global aux filiales. Organisée par le pôle ISPOR de l'Association Dauphine Economie de la Santé (ADES), cette conférence a donné la parole à de nombreux acteurs de santé représentant les agences, l'industrie pharmaceutique ou encore les sociétés de consulting.

Dans un environnement où la demande d'objectivation de l'efficience des produits de santé se généralise, les questions sur les modèles utilisés lors des évaluations médico-économiques ou encore des analyses d'impacts budgétaires sont croissantes. Les industries pharmaceutiques qui ont pour beaucoup leur siège social à l'étranger, reçoivent de ces sièges les stratégies, informations, documents et également modèles devant être adaptés en France pour répondre aux exigences de la Commission Evaluation Economique et de Santé Publique.

Pour répondre à cette problématique M. Dervaux (économiste de la santé et membre de la CEESP) M. Chauny (AMGEN), M. Carita (Sanofi), M. Roze (HEVA HEOR) et Mme Schmidt (Steve consultants) se sont joints à M. Levy, directeur du master « Evaluation médico-économique et accès au marché » de Paris-Dauphine.

M. Dervaux a redéfini les grandes attentes de cette commission dans le cadre des évaluations médico-économiques, en particulier lorsqu'il s'agit pour la filiale d'adapter nationalement un modèle du global, conçu au niveau du siège de la société. En son nom, M. Dervaux semble confirmer que le sujet stricto sensu de l'adaptation des modèles du global ne doit pas être une limite au développement de dossiers d'efficience de qualité et que les efforts doivent être menés envers les données implémentant ces modèles et le choix des comparateurs. Il déplore un arbitrage de certains entre le coût de l'adaptation et le risque de réserve majeure.

Les interventions des deux industriels présents pour débattre autour de cette table ronde confirment les freins relatifs aux choix des comparateurs pour ce type d'étude et les coûts d'obtention de données françaises qui peut nécessiter un budget plus important que celui des évaluations lui-même.

Les deux consultants présents soulignent quant à eux le manque de communication et d'échanges d'informations notable entre le global et les filiales.